

Edito

Les élus

Ils sont deux catégories. Ceux qui sont élus régulièrement, à qui nous disons bravo et ceux qui sont élus irrégulièrement en usant de la fraude, bourrage des urnes, corruption et autres méthodes de la honte. C'est ici le moment de déplorer ces antivaleurs qui collent certains Congolais à la peau. Ainsi, pendant cinq ans, ils auront les consciences chargées, d'avoir gagnés en utilisant des antivaleurs. Une chose est vraie, ils travailleront pour les justes. Pour ceux qui lisent les écritures saintes, il est écrit dans le livre d'Ecclésiaste dans l'ancien testament, chapitre 2:26 " car il donne à l'homme qui lui est agréable la sagesse, la science et la joie, mais il donne au pécheur le soin de recueillir et d'amasser, afin de donner à celui qui est agréable à Dieu. C'est encore là une vanité et la poursuite du vent ".

Dans la même logique, dans les Psaumes 101 :7, il écrit : " celui qui se livre à la fraude n'habitera pas dans ma maison, celui qui dit des mensonges ne subsistera pas en ma présence ". A cet effet, si, le Président réélu, Felix Antoine Tshisekedi Tshilombo, qui a déclaré, qu'il ne va pas travailler avec les fraudeurs, pourra s'efforcer à balayer au sein de ses deux institutions : agence de lutte contre la corruption et celle de changement de mentalité, sensées de l'aider à travailler pour se débarrasser des tares, qui freinent le décollage de la société congolaise. Non seulement que ces deux Institutions ont du mal à présenter des bilans ou l'avancement dans les objectifs qui leurs sont assignés, certains de ses membres, s'adonneraient contre toute attente, aux pratiques, qu'ils auraient dû combattre.

C'est donc, un revers. Pourtant, en faisant référence aux nombreuses déclarations du feu Dr Etienne Tshisekedi d'heureuse mémoire, géniteur de l'actuel Chef de l'Etat, il insistait lors de ses interviews à la Référence plus, que, les congolais doivent changer des mentalités. Au Zaïre de l'époque et à la RDC d'aujourd'hui, le congolais n'a qu'un seul problème, le changement de mentalité. Malheureusement, la mauvaise mentalité, de détournement, de corruption, de trafic d'influence, de fraude, d'égoïsme, du clientélisme, d'injustice et j'en passe semble plutôt élire domicile, partout en République Démocratique du Congo.

Cependant, nous nous posons des questions avec amertume, qui, alors qui viendra sauver ce grand et beau pays avec ses nombreuses richesses mais dont ses filles et fils sont entrain de brader. Ils signent des contrats léonins juste à la moindre sollicitation contre les intérêts supérieurs de la Nation. Aujourd'hui, les élus irréguliers, grâce aux méthodes perverses s'apprennent à festoyer, mais surtout à étendre ces pratiques honteuses aux différentes Institutions de la République, en se prenant malheureusement comme des références négatives, des gens éveillés dans le mal, avertis négativement, qui s'adapteraient à la mouve négative du moment.

Domage, parce qu'ils ne savent pas qu'ils sont en train de perdre de la dignité et se font du mal à petit feu. Mais, la grande consolation pour les justes est, qu'ils paieront tout ça ici-bas. Encore une fois bravo et félicitations aux nombreux élus d'une façon régulière.

LRP

Félix Tshisekedi devant les diplomates accrédités à Kinshasa

Pas de dialogue avec le Rwanda

*** Face aux diplomates accrédités en République Démocratique du Congo, le mardi 30 janvier, le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a déclaré qu'aucun dialogue n'est envisageable avec le Rwanda tant qu'il occupera une portion du territoire congolais**

*** Le chef de l'Etat a réaffirmé le " caractère non négociable " de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la RDC ; de son droit et son devoir, en tant que " Commandant suprême ", de défendre l'intégrité territoriale et la souveraineté du pays ainsi que de la mise en application du plan de paix issu des processus de Nairobi et de Luanda**
(Lire en page 16)

L'incapacité de l'opposition congolaise à s'unir et à proposer un projet politique alternatif est la cause de son échec

(Lire en page 2)



Alors qu'il est à la tête du staff technique des Léopards à la CAN Côte-d'Ivoire 2023 : Sébastien Desabre serait convoité par la Tunisie !
(Lire en page 14)

English Issue
Turmoil in South Africa's ANC party after suspension of former president Zuma (Page 15)

L'incapacité de l'opposition congolaise à s'unir et à proposer un projet politique alternatif est la cause de son échec

Depuis la confirmation des résultats des élections générales du 20 décembre

présenter une voix unie conduit à une fragmentation politique qui entrave les efforts

fis nationaux et à répondre aux besoins de la population. Les querelles du porte-parolat

constructif. Cette attitude non seulement entrave la capacité de l'opposition à présenter un front uni, mais elle sape également la confiance du public dans la capacité de l'opposition à gouverner dès demain de manière responsable.

Il est impératif que l'opposition congolaise reconsidère sa stratégie et s'engage dans un dialogue constructif, en mettant de côté les intérêts personnels au profit d'une vision collective pour le pays. Sans cette unité et cette clarté de vision, la nation risque de perdre un temps précieux à débattre de querelles politiques stériles au lieu de se concentrer sur des solutions concrètes aux défis auxquels elle est confrontée.

En définitive, la paix, la tranquillité et le progrès du pays ne peuvent être sacrifiés au profit des querelles politiques internes. Il est impératif que l'opposition congolaise reconnaisse l'urgence de s'unir et de proposer un projet politique alternatif, solide, capable de répondre aux besoins et aux aspirations de la nation dans son ensemble face à un pouvoir de Félix Tshisekedi tout-puissant.

L'Objectif / LRP



2023 par la Cour Constitutionnelle, l'opposition congolaise est confrontée à des défis majeurs dans sa capacité à s'unir et à présenter un projet politique alternatif cohérent.

Cette réalité suscite des préoccupations quant à la capacité du pays à progresser vers une politique inclusive et unifiée.

L'incapacité de l'opposition à

visant à offrir une alternative crédible au leadership en place. Les divergences internes prennent le pas sur la nécessité de construire une plateforme politique solide, laissant ainsi la population sans vision claire d'alternatives tangibles.

Cette situation suscite des inquiétudes quant à la capacité de l'opposition à se concentrer sur les véritables dé-

de l'opposition semblent primer sur les intérêts supérieurs du pays, mettant ainsi en péril la possibilité de débattre de questions fondamentales et de proposer des solutions concrètes.

En outre, la polarisation politique semble prendre le pas sur la vérité et la réalité, avec certains acteurs politiques résistant à toute forme de compromis ou de dialogue

Nyiragongo : la société civile invite les députés à s'atteler plus " sur la paix et la sécurité "

La société civile de Nyiragongo (Nord-Kivu) a appelé, lundi 29 janvier, les nouveaux élus nationaux à accorder plus d'attention aux questions qui touchent à la paix et la sécurité de la nation.

Cet appel a été lancé par le secrétaire technique de cette structure citoyenne, Thierry Gasisiro, en marge de l'ouverture de la nouvelle législature 2023-2028 à l'Assemblée nationale.

Il a indiqué que cette recommandation de la population qu'il représente, vise à permettre aux services de sécurité d'être efficaces.

" Il serait important que nos députés puissent accorder une attention particulière et beaucoup des sérieux sur des questions sensibles notamment la paix et la sécurité. Nous voudrions également les voir multiplier plus leurs actions parlementaires pour des questions de la montée en puissance de nos

FARDC et de la PNC pour per-

retour de la paix va permettre

dre le rétablissement de la



[illustrations] Plénière de l'Assemblée nationale, vendredi 22 janvier 2021 au Palais du peuple, sur l'examen du projet de loi autorisant la ratification de l'accord sur la zone de libre-échange continentale africaine. Radio Okapi/ Ph. Michel Kifinda

mettre à ce que nos services de sécurité puissent remettre la paix et la quiétude en province du Nord-Kivu ", a-t-il expliqué.

Pour cet acteur de la société civile de Nyiragongo, le

à tous les déplacés qui vivent dans différents camps de regagner leurs milieux de vie.

Thierry Gasisiro a, dans son message, révélé que les territoires de Masisi et Rutshuru continuent à atten-

paix et la sécurité.

Cela permettra à la CENI d'organiser les élections dans lesdits territoires, a-t-il ajouté.

RO / LRP

La Référence

Quotidien d'Informations Générales
Adresse : Croisement des Avenues 24 Novembre - Kasongo-Lunda / C. Lingwala (en face de l'Académie des Beaux Arts)
Phone : 0999923379

E-mail: reference_20ans@yahoo.fr
B.P. : 12520 Kinshasa I
Autorisation de publication N°041/SGC/063/92

Editeur-Directeur Général

André Ipakala Abeiye M.
0999923379

Directeur de la Publication

Félix Kabwizi Baluku
0999913816

Directeur de la Rédaction

Théo Kimpanga N'Key I.
0999949445

Assistante de l'EDG

Eveline Badika
0829420241

Rédacteurs en Chef

Franck Mona K.(Politique)
0999911984

N. Rachidi (Provinces)

Secrétaires de Rédaction

Déo Mulima (0998405728)

Chefs de Rubriques

José Wakadila (Société)
0998129128

Rédaction Générale

José Wakadila,
Bibiche Mungungu,
Anastasié Mukawa
(0990012819, 0825329453)
Génie Mulobo (0999954394)

Julie Ngalula T.

Grace Nygke

Mireille Mpemba

Makinzolela Menayeto

English Issue

John Nkwady Kankolong

Représentations provinciales

- **Bandundu** : Mayele

- **Kasaï - Oriental** :

- **Maniema** : Patrick

Kamombo

- **Nord-Kivu** : Sumaili Pene

Djadi

- **Province Orientale** :

Gilbert Risasi

- **Sud - Kivu** :

Asani Abdallah

- **Haut-Katanga**

CIFINGA

Etranger

- Congo Brazza: Itcha Djata

Service Technique

Anastasié Mukawa Kimina

Génie Mulobo Mwadi

Administration

Janvier Band'Aka-Suro

Mireille Thansya

(0998540079; 0896154045)

Tina Ngindu

Finances & Vente

Jean-Pierre Mobiko

(+243815093722)

Pascaline Boyingandi

Gaby Lego

Fiston

Aimée Bwanga

Imprimerie

ILAREF

Suite au mauvais score réalisé par les femmes aux derniers scrutins

Le mouvement Rien Sans Les Femmes/Tshopo plaide pour la modification de la Loi électorale

Une seule femme a été élue députée provinciale dans la circonscription électorale de Kisangani ville pour les 9 sièges mis en compétition par la Commission électorale nationale indépendante (Céni). Il s'agit de Mme Mbo Nzene Angèle du regroupement politique AEDC-A.

Elles seront deux femmes qui siègeront à l'hémicycle de Kisangani pendant la Législature 2024-2028 avec Mme Nono Mangaza Binti Masudi, élue MLC du territoire de Basoko, dans une Assemblée provinciale de la Tshopo de 29 membres dont deux chefs coutumiers cooptés.

Concernant l'élection des députés nationaux, une femme a été élue dans le territoire d'Opala en la personne de Mme Ichwama Litoka Ma Elly Elysée du regroupement politique AFDC-A, une nouvelle figure dans la politique congolaise, et deux femmes dans le territoire de Basoko. Il s'agit de Mme Eve Bazaiba Masudi du MLC (réélue pour la 3ème fois consécutive) et Mme Anastasie Moleko Moliwa (AFDC-A) qui fait son retour à la Chambre basse du Parlement après y avoir été absente durant la législature 2018-2023.

Pour les 50 sièges réservés à la ville de Kisangani, les femmes élues conseillères municipales sont à compter sur les doigts d'une main.

Réagissant à ces résultats dans une exclusivité avec La Référence Plus, Mme Claudine Bela Badeaza est déçue dans la mesure où le mouvement Rien Sans Les Femmes (RSLF), dont elle est le point focal dans la province de la Tshopo, a mené plusieurs activités de sensibilisation pour l'élection des femmes à la députation nationale et députation provinciale dans le cadre du projet "Tufaulu Pamoja" financé par l'Ambassade de Suède en RDC.

"Le score n'est pas celui qu'on attendait avec tout le travail que le mou-

vement Rien Sans Les Femmes a

" En vue d'une meilleure représen-



Mme Claudine Bela, point focal du mouvement RSLF/Tshopo. Photo Rmb

abattu", a-t-elle réagi à brûle-pourpoint et avec amertume. Et elle de se demander si les nombreuses femmes qui ont postulé aux scrutins du mercredi 20 décembre 2023 n'ont pas mérité.

Quant aux causes qui seraient à la base de cette quasi non élection des femmes dans la province de la Tshopo, Claudine Bela en épingle quelques-unes : "la non implication des chefs des partis et regroupements politiques dans la promotion des femmes dans la mesure où chacun d'eux cherche d'abord à se positionner et à intégrer ses proches ; le seuil légal de représentativité défavorable aux femmes ; le manque criant de moyens pour les candidates femmes de battre campagne et le non accompagnement de celles-ci par leurs partis et regroupements politiques".

Quelle solution ?

"Le vin est tiré, il faut le boire", dit-on. Loin de baisser pavillon, pour Mme Claudine Bela, l'échec est une incitation à la réussite. Le mouvement RSLF va continuer sans désemparer son combat en faveur de la promotion des femmes.

tation des femmes dans les Assemblées nationale et provinciales ainsi que dans les conseils urbains, municipaux et locaux, le mouvement Rien Sans Les Femmes mènera un plaidoyer pour la modification de la Loi électorale. Nous pensons à l'introduction en son sein d'un dispositif de quota réservé aux femmes pour les circonscriptions électorales à plus d'un siège de ± 30%", a déclaré notre interlocutrice.

En attendant, après ce mauvais score enregistré par les candidates

femmes aux législatives nationales et provinciales dans la province de la Tshopo, le mouvement Rien Sens Les Femmes ne se s'avoue pas vaincu. Il compte ouvrir un autre front afin d'obtenir les postes nominatifs au profit des femmes dans les prochains gouvernement provincial, cabinets du gouverneur de province et ministères provinciaux, au sein du personnel de l'Assemblée provinciale, etc.

Cap sur 2028

A en croire Mme Bela Badeaza, les scrutins du 20 décembre dernier appartenant désormais au passé, le mouvement RSLF n'entend pas dormir sur ses lauriers. Il va mettre le cap sur le futur dans ce sens qu'il va, dès maintenant, se préparer pour les échéances de 2018 en multipliant les séminaires-ateliers et les campagnes de sensibilisation pour la promotion des droits des femmes et leur accès aux organes de prise des décisions qui sont des objectifs qu'il s'est assigné.

Toutefois, le point focal du mouvement RSLF dans la Tshopo exhorte les femmes à apprendre à revendiquer leurs droits au lieu de subir le diktat des hommes.

Gilbert Risasi Sindano

MIDEMA : Farine Spéciale - MBOTAMA ELAMU MIDEMA

est fière de relancer son mythique sac en coton à travers la Farine Spéciale MBOTAMA ELAMU ! Appelée également farine standard à la suite de son multi-usage, cette farine de froment de première qualité est fortifiée en fer et en acide folique. Les produits MIDEMA sont disponibles partout en RDC, pour plus d'informations contactez-nous au :

+243 81 555 8000 secretariat_dg@drmidema.cd... #midema #minoteriedematadi #rdcongo #farinembotamaelamu #farinemidema #matadi #kinshasa #mboka #produityamboka #kinshasa #kinlabelle #midemasacencoton #farinembotamaelamu



La Référence Plus.cd

Soutien aux FARDC

lareferenceplus.cd s'engage aux côtés des FARDC pour la défense de l'intégrité territoriale !
RDC: 2345.409 km2

Suivez-nous sur:
www.lareferenceplus.cd



Pacte pour un Congo retrouvé (PCR) : les vérités de l'AAAP de Tony Kanku

Michel Bongongo a démenti, dimanche 28 janvier, les accusations de partage du butin imputées faussement à la plateforme Pacte pour un Congo Retrouvé (PCR). Le haut cadre de l'Alliance des acteurs attachés au peuple (AAAP) que dirige Tony Kanku (cofondateur du PCR), parle d'un front créé autour du chef de l'État pour l'aider à réussir son second quinquennat.

Cette union, a ajouté l'ancien ministre Michel Bongongo, a pour vocation de faire des propositions au président réélu pour des solutions aux problèmes qui gangrènent le pays. "[...] Contrairement à ce que d'aucuns pensent, le PCR est un espace politique de discussion et de réflexion apaisé et harmonieux, reposant sur des amitiés solides pour proposer au chef de l'État des solutions idoines, face aux défis majeurs soulevés par le candidat Félix Tshisekedi lors de la campagne électorale et dans son discours d'investiture", a expliqué le

4? vice-président de l'AAAP chargé de la Communication.



Michel Bongongo, ancien ministre de la Fonction publique. @ Photo Droits tiers.

D'après l'ancien ministre de la Fonction publique, la démarche du PCR prend son ancrage dans l'histoire

de l'humanité. Michel Bongongo renvoie que les amitiés en politique

demeurent le ciment d'une vie politique fructueuse. "Comme les autres forces politiques de la majorité prési-

dentielle, AAAP de Tony Kanku (haut représentant du chef de l'État), se réjouit des résultats obtenus particulièrement à la présidentielle qui a abouti à l'investiture le 20 janvier de Félix Tshisekedi pour un second mandat, à la tête de la RDC".

Cependant, l'AAAP s'est associée à d'autres regroupements politiques, à savoir : A/A-UNC de Vital Kamerhe, A/B50 de Julien Paluku, CODE de Jean-Lucien Bussa, en vue de créer le Pacte pour un Congo retrouvé (PCR). "Quoi de plus normal que ceux qui ont fait des bons scores aux législatives se réunissent pour l'intérêt général de la République, avec à la clé des idées novatrices", a confié Michel Bongongo.

Malheureusement, ce bloc n'est vu d'un mauvais œil que par ceux qui ont dans leurs têtes, l'idée imaginaire de fragiliser l'Union sacrée, la coalition du chef de l'État.

Ouragan / LRP

Commune d'Ibanda au Sud-Kivu

Le maire de Bukavu, Zénon Karumba invite la population à l'obéissance, au respect et au travail

Par Bibiche Mungungu

Le maire de la ville de Bukavu, Zénon Karumba a présidé, le mardi 30 janvier 2024, dans la grande salle,

dans sa juridiction. Il a invité les agents à l'obéissance et au travail, à soutenir les actions de l'assainissement tout en leur rappelant des sanc-

tre pour sa détermination et son savoir-faire, en invitant tous ses collègues agents de l'accompagner pour

bien réaliser sa mission, celle de servir sa population de la commune d'Ibanda.



Luc Mulimbwa Mirindi, la deuxième réunion de service avec tous les agents de la commune d'Ibanda en présence du bourgmestre a.i de cette municipalité, Mme Furaha T. Safari Chimanuka.

Dans son mot de circonstance, le numéro un de la ville de Bukavu, Zénon Karumba a félicité le bourgmestre a.i de la commune d'Ibanda pour l'accueil chaleureux, digne de son rang, qui lui a été réservé.

Il a expliqué aux agents de la commune, la nouvelle fonction de Mme Furaha T Safari Chimanuka, bourgmestre a.i, représentante de l'Etat

tions graves réservées aux récalcitrants conformément à la loi.

Dans son adresse, la patronne de la commune d'Ibanda a félicité le maire de la ville pour sa visite et surtout pour ses sages conseils, tout en lui promettant qu'elle mettra tout en œuvre pour faire régner la paix dans sa juridiction conformément à la volonté du Chef de l'État, Félix-Antoine Tshidekedi Tshilombo, soutenu en province par l'homme du développement, le gouverneur de province du Sud-Kivu, Théo Ngwabidje Kasi.

De son côté, le secrétaire administratif a félicité l'actuel bourgmestre

Kinshasa : Gecoco Mulumba contredit Godé Mpyo et se soumet au retour de Gentiny Ngobila

La réhabilitation de Gentiny Ngobila Mbaka à la tête de la ville province de Kinshasa par le vice-Premier mi-

De son côté, Gérard Mulumba, vice-gouverneur de la ville de Kinshasa, se soumet à la décision du



Gentiny Ngobila et Gérard Mulumba

nistre, ministre de l'Intérieur, Sécurité et Affaires coutumières, Peter Kazadi Kankonde, avait suscité plusieurs réactions sur la scène politique congolaise dont celle du président de l'assemblée provinciale de Kinshasa, Godé Mpyo Kadima, qui voulait que la capitale de la République démocratique du Congo (RDC) soit dirigée par Gérard Mulumba, dit Gecoco, qui faisait l'intérim pendant la suspension de Gentiny Ngobila.

VPM de l'intérieur sur le retour aux affaires de Gentiny Ngobila, qui, selon lui, son intérim était une mesure administrative et que l'important, c'est de travailler ensemble.

Par ailleurs, Gérard Mulumba invite les kinois au calme et à ne pas participer aux manifestations en gestation contre le retour de Ngobila au poste de gouverneur de la ville province de Kinshasa.

LRP

Assemblée nationale : 71% de députés nouvellement élus contre 29% d'anciens

71% de députés nationaux issus des élections de décembre 2023, en République démocratique du

Mboso installé président du bureau provisoire
Le député national Christophe

engagement réel pour concrétiser tout au long de ce mandat que vous commencez aujourd'hui", a insisté le se-

quinquennat, dans les réformes législatives courageuses envisagées dans l'intérêt de notre peuple".

"J'invite également la classe politique, toutes tendances confondues, à saisir la main tendue du Garant de la Nation pour la consolidation de la cohésion et de l'unité nationale face à l'agression rwandaise et aux menaces sécuritaires qui continuent à peser sur la partie Est de la République démocratique du Congo ainsi qu'aux nombreux défis de développement auxquels notre cher pays se trouve confronté", a fait savoir le président du bureau provisoire.

Il a rappelé que "défendre l'intégrité du territoire est un devoir sacré pour tout Congolais", avant de déclarer : "les Congolais doivent être prêts à prendre, s'il échet, les armes en vue de faire face à l'agression rwandaise et sauvegarder la dignité de notre pays et celle de son peuple".

Parmi les tâches urgentes auxquelles son bureau va s'atteler, Christophe Mboso a cité notamment : "la constitution de 26 commissions chargées d'examiner les dossiers des députés élus transmis par la Commission nationale électorale indépendante (Céni), la validation de leurs mandats et l'élaboration du Règlement d'ordre intérieur à soumettre, pour conformité, à la Cour constitutionnelle."

ACP/ LRP



Congo, ont été élus nouvellement contre 29% d'anciens, a annoncé lundi 29 janvier, le secrétaire général à l'Assemblée nationale, au cours de la session extraordinaire convoquée pour l'installation du Bureau d'âge.

"La configuration actuelle (...) se présente de la manière suivante pour les 500 membres qui sont appelés à la composer, 477 membres ont été élus, sur ces 477, 337 membres sont de nouveaux élus, soit un taux de renouvellement de 71%, 140 membres sont réélus soit 29% (...)", a déclaré Jean Nguvulu, secrétaire général à

Mboso (81 ans d'âge) a été désigné président du bureau provisoire de l'Assemblée nationale appelé à installer le bureau définitif de la législature 2024-2028.

"Après la compilation des dossiers (...), le bureau d'âge est composé de Mboso N'kodia Mpwanga Christophe (...) doyen d'âge parce que né en 1942, il totalise 81 ans. En conséquence, Mboso Nkodia Mpwanga Christophe est le président du bureau provisoire", a dit Jean Nguvulu.

"En revanche, Bahati Serge (...) né en 1996, âgé de 28 ans, et

crétaire général.

Accompagner le nouveau quinquennat

Pour sa part, le président du bureau provisoire, Christophe Mboso, a invité les élus "à s'imprégner, à soutenir la vision du Chef de l'Etat et à l'accompagner, durant son nouveau

Ituri : des chefferies d'Irumu stabilisées grâce aux forces mutualisées congolaise et ougandaise

Des chefferies du territoire d'Irumu, en Ituri, dans le nord-est de la République démocratique du Congo jadis sous menaces permanentes des terroristes ADF, ont été stabilisées en 2023 grâce aux opérations militaires des forces mutualisées congolaise et ougandaise (FARDC/UPDF), a-t-on appris de source administrative.

"Je profite de l'occasion pour féliciter nos forces de défense et de sécurité qui ont abattu un travail de titan avec l'appui de nos amis de l'UPDF (...) Ils ont pu stabiliser la partie sud-est du territoire d'Irumu. La chefferie de Mitego, la chefferie de Banyali Tchabi et la chefferie des Bahema Boga, une petite partie sud de la chefferie de Walendu Bindi et une partie de Walese Vonkutu", s'est félicité le colonel Jean Siro Nsimba, administrateur militaire du territoire d'Irumu, à l'issue des travaux d'évaluation du bilan 2023 de sa juridiction.

Face à la puissance de feu de for-

ces mutualisées, a-t-il précisé, "l'ennemi a migré vers l'ouest. Vous savez que le commandant des opérations, le gouverneur militaire veille à ce que le vœu du commandant suprême soit matérialisé sur le terrain par la conservation des acquis. Nous devons consolider ces acquis. Pour cette année nous allons axer nos actions sur la restauration de l'autorité de l'Etat sur base d'un plan d'action trimestriel déjà élaboré".

Fort de ces acquis sécuritaires engrangés "grâce à la prouesse de forces mutualisées", le colonel Jean Siro Nsimba a rassuré qu'il y a déjà des vagues de retour de déplacés qui avaient fui les atrocités vers la province du Nord-Kivu.

"Même de gens qui ont fui les atrocités se retrouvent dans la province du Nord-Kivu commencent déjà à retourner. Attendez trois (3) mois après, je pense que la situation va changer sur cet axe. Même le système de convoi sera supprimé", a-t-il dit.

ACP/ LRP



Le secrétaire général de l'Assemblée nationale, Jean Nguvulu remet les attributs du pouvoir à Christophe Mboso

l'Assemblée nationale

Il a également fait savoir que "61 membres sont du genre féminin soit 13%, 416 membres sont du genre masculin soit 87%."

Sur 477 membres élus, seuls 402 députés ont répondu présent à la plénière inaugurale.

Matembo Ajée (...) né en 1997, âgé de 27 ans, sont les moins âgés. Bahati Serge et Matembo Ajée siègeront en qualité de secrétaires", a-t-il ajouté.

Le moment est venu de transformer des discours, des slogans et des chansons de campagne électorale "en cheval de bataille et les muer en

La tonne de cuivre en hausse de 0,22 % sur les marchés internationaux

La tonne de cuivre, produit d'exportation de la République démocratique du Congo enregistre une hausse

sur les marchés internationaux, au cours de la période du 29 Janvier au 03 février 2024, en se négociant à 8

rieur.

Selon la même source, deux autres produits à savoir l'étain et le tantale connaissent également une hausse de prix sur les marchés internationaux, au cours de la période sous examen, en se négociant respectivement à 25 602,80 dollars américains contre 24 550,00 USD, soit une hausse de 4,29 % la tonne et 219,80 USD contre 216,00 USD, équivalant à une augmentation de 1,76%, le gramme.

Les autres produits miniers marchands tels que, le cobalt, le zinc, l'or et l'argent connaissent une baisse de prix sur les marchés internationaux, au cours de la même période. Ces produits se négocient respectivement à 28 439,00 USD contre 28 445,00, soit une baisse de 0,02%, la tonne, 2 479,25 USD contre 2 504,95 USD, soit un recul de 1,03% la tonne, 65,56 USD contre 65,96USD, soit une baisse de 0,61% le gramme et 0,74 USD contre 0,75 USD, soit une baisse de -1,33% le gramme.

Plusieurs produits agricoles et menus forestiers en hausses sur les marchés internationaux

Par ailleurs, la commission nationale des mercuriales des prix du ministère du Commerce extérieur a indiqué plusieurs produits agricoles et menus forestiers connaissent une hausse de

prix sur les marchés internationaux, au cours la semaine du 29 janvier au 03 février 2024.

Il s'agit des cafés Robusta et Arabica, le cacao, la papaïne, l'écorces de Quinquina, la poudre de totaquina, le sel de quinine et la rauwolfia.

Lesdits produits sont négociés respectivement à 3,12 USD contre 2,98 USD, soit une augmentation de 4,70% le kilogramme, 3,12 USD contre 2,97 USD, soit une ajout de 5,05% le kilogramme, 2,47 USD contre 2,40 USD, soit 2,92 % le kilogramme, 16,17 USD contre 16,00 USD, soit une augmentation de 1,06 % le kilogramme, 1,88 USD contre 1,87 USD, soit une augmentation de 0,53% le kilogramme, 55,20 USD contre 54,60 USD, soit un ajout de 1,10% le kilogramme, 93,84 USD contre 92,82 USD, soit une augmentation de 1,10% le kilogramme et 1,56 USD contre 1,55 USD, soit un ajout de 0,65% le kilogramme.

Le caoutchouc par contre reste stable pendant la période sous-examen, a souligné la source qui relève que la hausse, la baisse et la stabilité des produits miniers marchands, agricoles et menus forestiers, sont consécutives à l'offre et à la demande sur les marchés international et de la chaîne d'approvisionnement.

ACP/ LRP



de prix de 0,22% sur les marchés internationaux, la semaine du 29 janvier au 03 février par rapport à celle du 22 au 27 janvier 2024, a appris, lundi l'ACP d'un communiqué.

" Le prix du cuivre connaît une hausse

291,30 dollars américains contre 8 273,40 dollars américains, soit une augmentation de 0,22% la tonne ", a-t-on lu dans un communiqué de la Commission nationale des mercuriales du ministère du Commerce exté-

Me Jean Claude Katende : " l'ITIE est-elle encore une priorité pour le gouvernement de la RDC ? "

* Les agents du Secrétariat Technique de l'ITIE accusent deux mois sans salaire et l'arrêt des activités de mise en œuvre

Par Bibiche Mungungu

L'Association Africaine de défense des Droits de l'Homme (ASADHO), dénonce le manque d'intérêt que le Gouvernement de la République Démocratique du Congo manifeste vis-à-vis de la mise en œuvre des activités et du fonctionnement de l'Initiative pour la transparence des Industries Extractives (ITIE), indiqué un communiqué de l'ASADHO du lundi 29 janvier 2024.

Depuis 2012 à ce jour, l'ITIE reçoit du Gouvernement Congolais l'équivalent en franc congolais 100.000 USD pour le fonctionnement et la mise en œuvre des activités du plan d'actions. Une somme insuffisante au vu de la dimension du pays et des défis auxquels cette initiative fait face particulièrement dans le secteur minier.

Malgré cette somme modeste, le Comité Exécutif et le Secrétariat Technique ont abattu un travail important en matière de gouvernance du secteur extractif. En 2022, l'ITIE-RDC avait obtenu un score global élevé dans la mise en œuvre de la norme ITIE 2019, soit 85,5%, lors de sa validation par le Conseil d'administration. Sans

oublier que le travail de transparence fait par cette institution a largement



contribué à crédibiliser la RDC auprès des institutions financières internationales.

En lieu et place de consolider ces acquis obtenus en matière de transparence, le Gouvernement se désintéresse de l'ITIE. A ce jour, les agents du Secrétariat Technique de l'ITIE accusent deux mois sans salaire et les activités de mise en œuvre sont à l'arrêt.

Pour accéder à la dotation gouvernementale, la ministre d'Etat et ministre du Plan est de tous les combats auprès des autres ministres, des conseillers du Président... Elle fournit des efforts inlassables pour obtenir de l'argent destiné au fonctionnement et à la mise en œuvre de l'ITIE. Elle écrit des lettres. Elle passe des appels téléphoniques qui souvent n'aboutissent à rien. Sans son engagement personnel pour cette initiative ; l'ITIE-RDC serait totalement oubliée par ceux qui ont la décision de débloquer les fonds destinés à la mise en œuvre.

Souvent c'est au ministère de finances que tout se bloque ou se débloque.

L'ASADHO constate que cette manière de prendre en charge le fonctionnement et la mise en œuvre de

l'ITIE en RDC ; soumise aux caprices de ceux qui prennent la décision de donner les moyens financiers ; va conduire l'ITIE-RDC à la médiocrité.

Il y a lieu de réfléchir à d'autres mécanismes pour le financement de l'ITIE, notamment affecter un pourcentage de 50% de la redevance minière destinée au Gouvernement Central au fonctionnement et à la mise en œuvre de l'ITIE. Ce pourcentage alloué à l'ITIE peut être versé directement par les entreprises sur le compte du Comité Exécutif de l'ITIE.

Face à ce qui précède, l'ASADHO recommande au Premier Ministre de : Instruire le Ministre de finances pour qu'il libère la dotation destinée à l'ITIE pour les mois de novembre et décembre 2023 ; Faire initier une loi devant affecter un pourcentage de 50% de la redevance minière destinée au Gouvernement Central au financement de l'ITIE. Au Ministre de finances, de Mettre les dépenses de l'ITIE parmi les priorités du Gouvernement de la République.

Mines : le gouvernement congolais et le groupement d'entreprises chinoises évalueront chaque année le contrat Sicominés

Le ministre en charge des Infrastructures, Travaux publics et Reconstruction, Alexis Gisaro Muvunyi, Gécamines 1,27% du chiffre d'affaires évalué à 2 milliards de dollars américains, par an, via le compte général



Alexis Gisaro, Jules Alingete, Patrick Muyaya et André Wameso lors du briefing sur le rééquilibrage du contrat Chinois, le 29 janvier 2024. Photo Droits tiers

a, le lundi 29 janvier, au cours d'un briefing co-animé avec son collègue de la Communication et Médias, Patrick Muyaya Katembwe, l'inspecteur général des finances, chef de service, Jules Alingete Key, et le directeur de cabinet adjoint du chef de l'État chargé des questions économiques et financières, André Wameso, indiqué que la convention de collaboration entre la République Démocratique du Congo (RDC) et le groupement d'entreprises chinoises (GEC) dans le cadre du projet Sicominés.

Les deux parties vont se réunir désormais au mois de juin de chaque année pour évaluer les clauses du contrat Sicominés à travers les actions réalisées sur le terrain, procédure qui n'a jamais existé dans le passé a annoncé l'Inspecteur général des finances, chef de service, Jules Alingete Key, au cours d'un briefing de presse axé sur le contrat chinois rééquilibré, le lundi 29 janvier.

À en croire, Jules Alingete, les cas de surfacturation ne provenaient pas de la partie chinoise, mais plutôt du côté congolais.

"Il est convenu désormais que les deux parties : la République démocratique du Congo et le groupement d'entreprises chinoises puissent se réunir chaque année au mois de juin pour évaluer l'exécution de la convention. Ce qui n'était pas le cas par le passé", a fait savoir l'inspecteur général des finances chef de service.

Il sied de signaler que suite à la renégociation du contrat Sicominés, la répartition des bénéfices s'est maintenue à 68,7% pour les Chinois et 32,3% pour la Gécamines.

La Sicominés versera au gouvernement congolais à travers la

du Trésor public.

624 millions de dollars américains pour les infrastructures routières en 2024

Le ministre des Infrastructures, Travaux publics et Reconstruction a précisé que ce contrat minerais contre infrastructures prévoit 7 milliards de dollars américains, en lieu et place de 3 milliards, concernant les infrastructures.

En clair, les autorités congolaises ont presque doublé les montants, jadis, alloués à ce secteur.

"Le constat est que, quinze ans après, nous avons alloué aux infrastructures à peu près 822 millions de dollars américains. Si nous faisons le calcul avec le taux annuel, ça nous fait 26 millions de dollars", a expliqué Alexis Gisaro Muvunyi.

Au terme de l'évaluation dudit contrat, la RDC a obtenu, à l'issue de ce rééquilibrage, un montant annuel de 324 millions de dollars américains, au lieu de 26 millions ; c'est-à-dire plus

de dix fois le montant annuel à investir, tout en précisant que pour cette année 2024, le montant ne sera pas que de 324 millions, mais de 624 millions de dollars américains, qui seront alloués aux infrastructures essentiellement routières.

"Ce montant de 624 millions de dollars pour la bonne et simple raison que le quota de l'année 2023 de 324 millions, n'avait pas été consommé. Donc il a été reporté à cette année 2024", a-t-il dit.

Il faut noter que d'après le ministre des Infrastructures, le chef de l'État, Félix Tshisekedi, avait instruit le Gouvernement de pouvoir travailler sur un rééquilibrage de la convention de collaboration Chine-RDC, afin de lui redonner une quintessence. C'est-à-dire obtenir des infrastructures à la hauteur des défis de la RDC dans ce secteur.

LRP

Kasaï-Oriental : l'OVD déterminé à juguler les têtes d'érosions à Mbujimayi

La direction provinciale de l'Office de voirie et drainage (OVD) au Kasaï Oriental, centre de la Républi-

vice technique de l'OVD au Kasaï Oriental.

Il a reconnu qu'avec l'avènement du

vaux que nous sommes en train d'exécuter sur le site Mulamba wa Mpoyi. Là, nous travaillons avec l'entreprise



que démocratique du Congo, se dit déterminer à juguler les têtes d'érosions qui menacent des ouvrages construits dans la ville de Mbujimayi, grâce au financement du gouvernement, a appris l'ACP mardi des sources administratives.

" Il y a même un réseau de drainage qui a jugulé beaucoup de têtes d'érosions dans les principaux sites érosifs qui ont été maîtrisés sur la ville dont le ravin Tshiamba qui menaçait de couper en deux la RN1 vers le pont Lubilanji, les sites Bobo, Kajiba, Hollandais, Kalonji et Kalenda Mudishi. Nous avons fait tout un réseau de terminage là-bas pour stabiliser le quartier Kalenda Mudishi ", a indiqué M. Jean-Félix Mutombo, chef de ser-

régime Tshisekedi, il y a une volonté réelle dans le financement des travaux de lutte contre les ravins qui quadrillent la ville de Mbujimayi, chef-lieu de la province du Kasaï Oriental où au-delà des travaux de sauvegarde, l'OVD construit aussi les ouvrages d'assainissement pour faciliter le drainage des eaux des pluies vers les exutoires.

" Pour le moment, on n'a pas d'activités directement à part ce que nous sommes en train de faire avec les entreprises qui nous accompagnent. Par exemple avec Safrimex, nous sommes en train de rétablir l'avenue Mgr Nkongolo sur son tronçon du rond-point Kalala wa Nkata vers le rond-point Tshiombela. Il y a aussi les tra-

CGCD mais je peux vous dire que ça fait plus de cinq, six mois que l'entreprise est à court de financement d'argent. Le plaidoyer et le lobbying sont faits pour que le gouvernement puisse libérer les moyens pour que les travaux puissent évoluer sinon ça risque d'être une catastrophe si on ne finit pas ce qu'on avait commencé ", a dit Ir Jean-Félix Mutombo.

Dans le cadre des projets de construction des routes urbaines, les entreprises attributaires avec le concours de l'OVD ont réussi à juguler des têtes d'érosions qui menaçaient certaines artères principales de cette métropole, apprend-t-on.

ACP/ LRP

Omerta sur la dépense de l'investiture : grosse dépense extrabudgétaire

Dans son speech d'investiture, le 20 janvier 2023, au stade des Martyrs de la Pentecôte, le président

9 juges de la Cour, était gratuit, mais l'investiture a eu sûrement une incidence au Trésor public. Prise en

aucun rond n'a été tiré du Trésor, que veut-on faire croire à l'opinion.

plus pour le gouvernement. Mais, au contraire, une enveloppe de 41 627



Dans la jeep de commandement, Félix Tshisekedi effectue le tour du stade des Martyrs à son arrivée à la cérémonie de son investiture. @Photo Droits tiers.

Félix Tshisekedi a juré, urbi et orbi, ne plus permettre que ne se reproduisent les erreurs du passé. Et pourtant, la cérémonie même de son investiture pour un second quinquennat est une manifestation de reproduction d'une sempiternelle lourde erreur du passé : les dépenses extrabudgétaires !

Combien a coûté la cérémonie d'investiture de Fatshi au Trésor public? C'est l'omerta. Point de confusion. Le président de la Cour constitutionnelle, Dieudonné Kamuleta Badibanga, a certes déclaré que "la procédure étant gratuite", conformément à l'article 96 alinéa 2 de la loi organique précitée, la Cour dira qu'il n'y aura pas lieu à paiement de frais d'instance. C'est pourquoi vu la Constitution de la Ré-

charge des invités VIP dont les chefs d'État et de gouvernement, la sécurité, la location et le décor du stade, etc., tout cela a, tout naturellement, un coût ! Mais hélas, classé de facto, un secret d'État. Et ce n'est pas un fait nouveau.

Le 24 janvier 2019, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo prête serment au Palais de la Nation pour son premier mandat au terme d'une présidentielle dont le résultat final proclamé par Corneille Naanga est aussi englué des inevidences comme l'équipe de Denis Kadima. Pour la circonstance, le Palais de la Nation est tout requinqué. Mais dans ses états de suivi budgétaire à fin janvier, la Direction générale de la préparation et du suivi du budget, un service qui relève du mi-



Et bis repetita en 2024. Un expert en événementiel estime, avec le coefficient de surfacturation propre à la RDC, qu'une bagatelle somme de 25 millions de dollars devrait avoir été décaissée pour l'investiture de Fatshi. Le budget 2024 en fait totalement impasse. Pis, il n'y a même pas été aligné une simple prévision - juste au cas où - d'indemnités de sortie pour le président de la République sortant comme si Félix Tshisekedi disposait des garanties qu'il se succéderait à lui-même.

Point besoin donc même de prévisions d'émoluments du second sénateur à vie.

Et comme si tous les Warriors de Sama Lukonde devaient être reconduits, le budget 2024 n'a point prévu non plus d'indemnités de sortie non

591 648 FC soit plus de 16 millions de dollars pour l'installation du nouveau gouvernement issu des élections. Il est même prévu un séminaire d'immersion pour les futurs ministres une fois adoubs par l'Assemblée nationale.

Le moins que l'on puisse dire, l'on ne connaîtra jamais le montant exact sorti du Trésor public pour organiser la cérémonie grandiose de l'investiture du président de la République, le 20 janvier 2024.

Mais ce que l'on sait est que cette grosse dépense est extrabudgétaire. Donc, elle ne rime pas avec la promesse faite de ne plus reproduire les erreurs du passé. Et pourtant.

OURAGAN / LRP



publique, dans son article 74, vu la loi organique n° 13/026 du 15 octobre 2013, portant organisation et fonctionnement de la Cour constitutionnelle, spécialement en son article 82, vu le règlement intérieur de la Cour constitutionnelle, spécialement en ses articles 38 et 87, vu l'arrêt RCE 016/PR CR du 9 janvier 2024, par lequel la Cour constitutionnelle l'a proclamé élu avec 73,47%, vu l'ordonnance du 18 janvier 2024 du président de la Cour constitutionnelle fixant au 20 janvier 2024, Félix Tshisekedi a été convié à prêter serment.

Mais, on aime bien le dire dans les Églises dites de réveil, l'évangile est gratuit, mais l'évangélisation a un coût. Le serment de Félix devant les

nistère du Budget, retrace toutes les dépenses, exécutées de l'ordre de 260 284 933 080 FC, à savoir le financement du processus électoral (Sénat, gouverneurs des provinces, etc...), l'hébergement des clubs de football engagés dans des compétitions africaines, les titres des voyages pour les clubs de handball, pour les boxeurs engagés dans un tournoi à Mexico, l'enterrement des militaires, etc, et même les préparatifs de 18 ans de l'assassinat de Laurent-Désiré Kabila. Mais RAS (rien à signaler) sur l'investiture dite de l'alternance. Un événement si grandiose suivi à travers le monde, Joseph Kabila Kabange passant le sceptre de commandement à Félix Tshisekedi ! Et pour ce faire,

Mbuji-Mayi : le prix du litre d'essence baisse à la pompe

Le prix du litre d'essence a baissé à la pompe, depuis quelques jours, dans la ville de Mbuji-Mayi au Kasai-Oriental.

Il y a deux semaines, le litre se négociait entre 5 800 voire 6000 Francs congolais (FC), alors qu'aujourd'hui, il se vend à 5000 FC.

Le président de l'Association des importateurs des produits pétroliers (APIKOR), Kalu Tshitenda, justifie cette baisse par plusieurs facteurs.

Il y a tout d'abord l'arrivée la semaine dernière à Mbuji-Mayi de plusieurs camions qui s'étaient embourbés sur la route nationale numéro 1(RN1) sur les axes Kananga-Mbuji-Mayi et Tshikapa-Kananga.

" Il y avait l'enclavement de la route Kananga-Mbuji Mayi et même Kananga-Tshikapa. Quelques camions étaient bloqués sur place, il y avait un ravin à partir de Kananga-Mbuji-Mayi, mais la voie a été libérée après l'exécution de quelques travaux, facilitant ainsi le passage des camions ", a-t-il expliqué.

Cette baisse du prix du carburant réjouit les habitants de la province,

pour qui la hausse avait un réel impact négatif sur le quotidien, avec notamment l'augmentation du prix du transport en commun.

Le président de l'APIKOR averti tout de même que cette baisse de prix est temporaire :

" C'est pour une courte durée puisque l'état de la route laisse encore à désirer ".

Kalu Tshitenda explique ensuite que la baisse du prix de l'essence est aussi dû au changement de leur lieu de ravitaillement.

Il indique qu'à Lubumbashi (Haut-Katanga) où ils s'approvisionnaient auparavant, un litre d'essence coûte 4.500FC.

" Mais aujourd'hui, nous achetons le carburant à Moanda (Kongo-Central), là-bas, le prix est un peu plus raisonnable ", rassure-t-il, sans en préciser le prix d'achat.

A Mbuji-Mayi, les clients se réjouissent et se frottent les mains du fait de cette baisse, même si elle n'est que temporaire.

RO / LRP

COMMUNIQUE INITIATIVE " I BELIEVE IN DRC "

En marge de la réélection du Chef de l'Etat et de nombreux Congolais aux élections législatives Nationales, Provinciales et des Conseillers communaux, l'initiative citoyenne " I believe in DRC , je crois à la RDC ", invite des élus à divers niveaux de venir se procurer pour leurs circonscriptions respectives : Tasses, T-shirts, Trainings aux motifs des 26 Provinces, 52 Villes et 145 Territoires pour témoigner de l'amour patriotique et l'attachement aux circonscriptions électorales.

Par ailleurs, la même offre est faite pour toute la population congolaise à acheter ces différents objets aux motifs de leurs entités comme preuve d'amour patriotique à cette marque protégée. Cette initiative poursuit trois objectifs à savoir: 1. Lutte contre la pauvreté par la promotion de la RDC, 2.Soutien indirect aux FARDC et 3.Stimuler la flamme d'amour de la patrie.

Aussi, l'offre de l'initiative " I believe in RDC " ainsi lancée, servira de test pour identifier par un jury adhoc celles ou ceux qui aiment véritablement la République Démocratique du Congo.

Pour tous contacts : 0810127294 - 0999923379
Adresse provisoire : 291B, Av. Kasongo-Lunda, en
face de l'Académie des Beaux-Arts.

Analyse sur la responsabilité et la capacité managériale des universitaires congolais dans la gestion de la Cité (suite et fin)

Par Kitungano Walumona Joseph (*)

Résumé : La présente étude a pour objectif d'abord de faire ressortir les rôles des universitaires dans la société, ensuite de relever quelques faits sociaux observés et enfin de déterminer les pistes des solutions aux problèmes. La République Démocratique du Congo a de peine à se développer alors qu'elle dispose d'un nombre important de cadres universitaires non compatibles à l'environnement. Il s'observe que l'Etat n'arrive pas à les utiliser efficacement et à définir une politique cohérente de gouvernance. Faute de bon encadrement, les universitaires éprouvent la faible capacité managériale de vendre leurs produits de recherche et à innover. En conséquence, les universitaires ne jouent plus leurs rôles de lumière de société.

Mots clés : Responsabilité, universitaire, capacité managériale, cité, République Démocratique du Congo.

IV. Conclusion : Perspectives

A l'indépendance, la RDC comptait seulement quelques universitaires faisant preuves d'éthique. La gestion était relativement saine. Aujourd'hui, le pays compte un nombre impressionnant d'universitaires de haut niveau de formation en différents domaines, parfois bien rémunérés, mais leur savoir-être s'avère néfaste et comporte des conséquences catastrophiques sur le rendement de leurs activités sur le développement global du pays faute d'éthique et de compétence. Le déficit de citoyenneté constitue le facteur le plus déterminant. Un diplômé de 1960 paraît plus efficace que les universitaires de nouvelle génération, caractérisés par le comportement d'homme vulgaire. Il y a absence de repère. En conséquence, tous les services publics et privés sont presque paralysés.

4.1. Perspectives :

Comme perspectives nous suggérons que :

1) Il faut alors de sérieuse révolution de changement de mentalité au sein des institutions étatiques et auprès de population qui élise très mal les parlementaires à cause des antivaleurs.

2) La recherche consiste à identifier les problèmes cruciaux du milieu et chercher les pistes des solutions à travers les chercheurs spécialisés ou une équipe de chercheurs. Le gouvernement va alors s'approprier les résultats du projet. "La conduite du changement en mode projet démarre par la réalisation d'un diagnostic portant sur les dysfonctionnements visés par le changement, c'est-à-dire les problèmes qui perturbent les acteurs dans la réalisation de leur travail (54)";

3) L'enseignement consiste à avoir un programme conforme à l'UNESCO ou suivant l'évolution de mondialisation ;

4) Le social définit une politique cohérente pour une équité sociale à travers un barème réaliste se traduisant par une tension salariale universelle de 1/10 ; du sommet à la base. " Cette politique sociale va ainsi décourager les opportunistes à faire la politique pour s'occuper de leur profession. Elle découragera ainsi les professeurs et autres enseignants à faire la politique pour s'occuper uniquement de l'enseignement et de la recherche pour résoudre les problèmes sociaux(55). Pour réussir, le gouvernement veillerait à :

a) L'institutionnalisation d'un Conseil National de Recherche,

b) L'institutionnalisation du principe du 7 pour mille du PNB pour la Recherche et le Développement (R&D),

c) La création d'un Fonds Public National pour les publications scientifiques et autres formes de recherche

d'intérêt national,

d) La relance de la coopération culturelle et scientifique avec les pays avancés,

e) L'adaptation du système d'enseignement et de recherche,

f) La création d'un satellite pour la recherche,

g) La création d'une bibliothèque virtuelle pour la visibilité et la promotion des œuvres scientifiques, etc.(56)

Les recherches doivent être menées dans des domaines stratégiques, d'actualité ou d'une situation à prévenir en tenant compte de l'innovation. " Conscient de l'inadaptabilité du système à tous les niveaux de la vie en RDC, il s'avère impérieux que tout citoyen et toute citoyenne s'efforce désormais à savoir innover. En d'autres termes, faire demain ce qui était impossible et impensable hier. Il est regrettable de constater que la RDC, qui est un grand producteur d'énergie et qui la vend à d'autres pays, est incapables d'éclairer ses propres villes et ses propres localités.(57) Le gaz méthane reste inexploité dans le Lac Kivu faute d'une politique cohérente, alors qu'il est sérieusement exploité par le Rwanda pour le développement industriel du pays et son produit lui fait des recettes énormes sur le plan économique.(58) C'est dans ce sens que les recherches doivent être orientées pour résoudre les problèmes du milieu. L'esprit de créativité, d'entrepreneuriat doit animer tout chercheur. " D'où la nécessité de créer un cadre de réflexion ou un centre de recherche où tous les chercheurs pourraient expérimenter leurs connaissances selon leurs disciplines et leurs résultats et seraient appointés par le gouvernement. L'ingénierie Thèse Kirongozi en a déjà fait la preuve en créant le robot intelligent de circulation routière. Jean Jacques Muyembe par sa maîtrise de l'épidémie d'Ebola a épaulé le monde scientifique. Un travail en synergie mérite d'être fait. Il appartient au gouvernement de la RDC de promouvoir les recherches et de consommer les produits. A quoi servent les résultats de recherche s'ils ne sont pas consommés et ne résolvent pas les problèmes du milieu ? Le gouvernement ne doit-il pas capitaliser ces opportunités pour les expérimenter dans différents services ou recourir toujours à eux au lieu de faire toujours appel aux étrangers pour la formation et autres conceptions de génie ? De ce qui précède, il ressort du constat qu'il y a faible capacité managériale des universitaires et l'absence de politique publique en matière de recherche.

Bibliographie :

I. Sources :

1) Constitution de la RDC telle que modifiée par la Loi n° 11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de cer-

tains articles de la Constitution de la RDC du 18 février 2006.

2) Décret-loi n° 017/2002 du 3 octobre 2002 portant code de conduite de l'agent public de l'Etat, art 5

3) Loi n° 04-024 du 12 novembre 2004 relative à la nationalité

II. Instruments de Travail :

4) Alain BEITONE et al., Dictionnaire de science économique, Paris, Armand Colin, 2016, p.336.

5) Haut-commissariat aux droits de l'homme, Les normes relatives aux droits de l'homme et leur application pratique, New York, 2003.

III. Ouvrages :

6) ARNAUD DE LAUSSUS & MICHEL BERGER, Connaissance élémentaire de la démocratie, Paris, Action familiale et scolaire, 2003.

7) BENOIT PIGE et al., Management et contrôle de gestion, Paris, Nathan, 2008, p.305.

8) BOISSANNADE EULOGE, Kabila clone de Mobutu, Paris, Moreaux, 1998.

9) BONGELI YEIKELO YA ATO, L'Université contre le développement au Congo-Kinshasa, Paris, L'Harmattan, 2009, p.10.

10) BUMBA MONGA NGOY, La politique congolaise de l'éducation : des origines à nos jours, Kinshasa, Editions Feu torrent, 2013, p.133.

11) FREDERIC CANARD, Management de la qualité, Paris, Gualino, 2009, p.3.

12) F W E L E Y DIANGITUKWA, Lettre à tous les Congolais, Savoir Gouverner et Servir la République, Paris, Afrique Nouvelle, 2003, p.8.

13) HAMULI KABARUZA et al., Reconstruire et démocratisation de la RDC, Kinshasa, CNONGD, 1997.

14) K I T U N G A N O WALUMONA, Crise de citoyenneté et sous-développement en RDC : Essai d'une analyse suggestive, Bruxelles, Arno, 2021, p.39.

15) K I T U N G A N O WALUMONA, La responsabilité de l'Etat en matière de protection sociale de l'enfant : Quelle thérapie pour une gouvernance sociale en République Démocratique du Congo ?, Bruxelles, Arno, 2019, p.213.

16) K I T U N G A N O WALUMONA, Quelle citoyenneté pour le développement intégral des Congolais ?, Kampala, Blessing, 2016.

17) MATADI NENGA GAMANA, Le droit à un procès équitable, Kinshasa, Droit et Idées Nouvelles, 2002

18) MUNDAY MULOPO Félicien, Formation professionnelle en éthique de la santé, Kinshasa, 2016

19) MUTINGA MUTUISHAYI M., " La problématique de la gouvernance en RDC : Défis et perspectives ", in Abbé JOSE MUNDU, La morale et le civisme au service du développement par la bonne gouvernance, Médias pour la Paix, Kinshasa, décembre 2001, p.61.

20) MWILANYA WILONDJA Néhémie, Les mécanismes congolais de protection et promotion des droits de l'Homme, Kinshasa, AGAPAO, 2004

21) NGOMA-BINDA et al, Démocratie et participation à la vie politique : une évaluation des premiers pas dans la IIIème République, Johannesburg, Open society foundations, 2010.

22) PASCALE GONOD & JEAN-PIERRE DUBOIS, Citoyenneté, souveraineté, société civile, Paris, Dalloz, 2003.

23) SAMUEL EBOA, Interrogation sur l'Afrique noire, Paris, L'Harmattan, 1999

24) SESEP N'sial Bal-Nsien, Apprendre à être, Kinshasa, Centre de Recherches Pédagogiques, 1989, p.13.

25) STEPHEN ROBBINS, DAVID DECENZO et MARY COULTER, Management : l'essentiel des concepts et pratiques, Paris, Nouveaux Horizons, 7ème édition, 2011.

26) TONGELE TONGELE, Les maux de la gouvernance au Congo-Kinshasa, Paris, L'Harmattan, 2023, sp.

IV. Travaux :

27) BABOLISI BAHUGA Paulin & MULUMEODERHWA BUJIRIRI Le Bon, " Enseignement supérieur et universitaire privé dans la ville de Bukavu en République Démocratique du Congo : Etat des lieux, qualité et perspectives ", in CERUKI n°39, 2021, p.85.

28) BASHIGE ATSI BUSHIGE, Démocratie et éthique politique : Analyse des conditions de possibilité de la refondation de l'Etat dans les pays du Sud, Université de Kisangani, Faculté des lettres et sciences humaines, Thèse de Doctorat, inédite, 2014-2015, p.6.

29) BUGEME ZIGASHANE, " Comprendre la société civile en République Démocratique du Congo ", in KITUNGANO WALUMONA, Citoyenneté et développement : Mythe ou réalité en République Démocratique du Congo ? Bukavu, CERUKI, 2023, p.202.

30) K I T U N G A N O WALUMONA et al., " Déterminants d'accès à l'emploi public de jeunes universitaires à Bukavu, International ", in Journal of Strategic Management and Economic Studies, ISS : 2791-299X, 2023

31) MBATA MANGU André, " La nation est en péril ! La nation se meurt et nous sommes responsables ", in Conférence de presse, Bruxelles, 29 mai 2018.

V. Webographie :

32) KANKWENDA MBAYA, Les intellectuels Congolais face à leurs responsabilités devant la Nation, Institut Congolais de Recherche en Développement et Etudes Stratégiques, site icreds.org, 12 octobre 2022, consulté le 12 janvier 2024 à 9h.

33) TONGELE N. TONGELE, Intellectuels de la RDC : de l'obstacle au catalyseur du développement du pays Intellectuels de la RDC : de l'obstacle au catalyseur du développement du pays, congoindependant.com, 12 octobre 2022, consulté le 10 janvier 2024

(*) Kitungano Walumona Joseph est Chef des Travaux à l'Institut National du Travail ; Institut Agroforesterie et de Gestion de l'Environnement (Kahuzi-Biega) ; Université Libre de Grands-Lacs/Bukavu ; Institut Supérieur de Management de Bukavu et l'Université du CEPROMAD

Domaine de Recherche : Management, Gouvernance et Fiscalité
Contact : +243974096476.

Paludisme en RDC, nécessité d'amplifier l'action !

Par Oasis Kodila Tedika (*)

En 2015, dans un rapport publié par l'Organisation mondiale de la santé sur le plan de lutte 2016-2030 contre le paludisme, une annonce importante était faite : six pays sur le continent africain (l'Algérie, le Cap-Vert, la Swaziland, le Botswana, l'Afrique du Sud et les Comores) avaient la possibilité d'éradiquer cette maladie d'ici 2020. En ce mois de janvier 2024, une bonne nouvelle vient de tomber : le Cap-Vert est devenu le troisième pays d'Afrique à être déclaré exempt de paludisme, après l'Algérie en 2019 et l'île Maurice en 1973.

En République démocratique du Congo, selon les données officielles collectées dans les différents Rapports annuels du secteur de la santé et du Programme National de Lutte contre le Paludisme (PNLP), en 2021, plus de 21 millions de cas de paludisme ont été enregistrés dont plus de 2 millions de cas de paludisme grave (9,77%) et 10 millions d'enfants âgés de moins de 5 ans ont souffert de paludisme en 2021 dont 1 million de cas de paludisme grave. Les femmes enceintes n'ont pas non plus été épargnées, avec un décompte de 1 million de cas de paludisme enregistrés dont 894.196 cas de paludisme simple et 221.421 cas de paludisme grave (19,84%). Au-delà de l'endémicité, le paludisme demeure l'une des maladies les plus meurtrières. En 2021, 22.729 congolais ont perdu la vie à la suite du paludisme dont 15.297 survenus chez les enfants âgés de moins de 5 ans, soit 67%.

De manière tendancielle, les morts liés au paludisme reculent. En 2016, 39 054 morts ont été dénombrés. Comparé à 2021, le taux de croissance a été de -41,8%. Dit autrement, le nombre de morts a sensiblement chuté. Mais le nombre de cas paludéens a cru de 75,15%, de 12?186?639 à 21?345?031. Soit 9,15 millions de cas supplémentaires.

À vrai dire, le gouvernement n'est pas resté indifférent face à ce problème de santé publique au regard de la hausse du décaissement pour faire à cette maladie. Plus spécifiquement, il a organisé sa réponse autour de la prévention, de la prise en charge et de la stratégie de soutien. Au sujet de la prévention, l'État a consacré la plus grande part de ce décaissement, soit 29?% en 2021, à la distribution des moustiquaires imprégnées d'insecticides à longue durée d'action (MILD). Ce qui a permis sans doute de faire passer le nombre de MILD distribuées de 20?millions à 22 millions, soit une croissance de 9,5%. L'essentiel de cette distribution porte sur les campagnes de masse (16,7 millions) contre la distribution en routine (5,2 millions). Néanmoins, en dépit de cette croissance dans la distribution, il est clair que le niveau actuel demeure encore loin de celui de 2016, lorsque le nombre distribution de MILD avait dépassé 31 millions. En

l'augmentation du nombre de distribution de MILD n'est pas le seul défi. En effet, à peine 44,1?% de la population ont accès aux Moustiquai-

que face la lutte vectorielle comme indiqué, on est loin d'éradiquer le paludisme. Cette réalité n'est pas sans conséquence sur le développement de

ment. Aussi, le paludisme ampute l'économie des facteurs de production et donc la productivité, mais augmente également la probabilité ne pas



res imprégnées d'insecticide (MII) selon les données de MICS-Palu 2018. Cette distribution demeure inégale : 59,4?% de la population la plus riche y ont accès contre 28,4?% de la population la plus pauvre. L'usage de ces MII pose également problème. Pour ceux qui y ont accès, 83?% de la population l'ont utilisée la nuit dernière et 52?% seulement des membres des ménages qui ont dormi la nuit précédente ont utilisé n'importe quelle moustiquaire. Autant de défis donc qui expliquent notamment la non-corrélation entre l'incidence du paludisme et la distribution de MILD/MII. Pour faire face à ces défis, des actions multisectorielles ont été envisagées dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre le paludisme pour maintenir et renforcer le niveau de disponibilité des MILD dans les ménages ainsi que leur utilisation systématique et continue.

En plus de la distribution de MILD, la RDC, au travers de son PNLP, tente de respecter les recommandations de l'OMS en matière de traitement préventif intermittent chez la femme enceinte. Il y a lieu d'indiquer également que le gouvernement tente de communiquer davantage et faire le plaidoyer au sujet de cette maladie. Ainsi, il consacre 6?% de son décaissement à cette cause et actualise les directives de prise en charge. Il élabore notamment les fiches techniques de prise en charge. Aussi, consacre-t-il une bonne partie de ses décaissements à la stratégie de soutien (formation, suivi et évaluation, surveillance épidémiologique, approvisionnement en intrants, recherche opérationnelle).

En dépit de de l'intervention étati-

la RDC. En 2001, le célèbre économiste du développement américain, Jeffrey Sachs a trouvé dans une recherche que la croissance du PIB/tête des pays avec une forte prévalence de paludisme serait plus faible de 1,3 % par an. Une diminution de 10 % du paludisme serait associée à une croissance supérieure de 0,3 %. Plus récemment, d'autres travaux ont même indiqué que le paludisme est l'un des principales causes du sous-développement de l'Afrique. À la base, il y a plusieurs facteurs au-delà des dépenses catastrophiques qu'il entraîne. Le paludisme justifie l'hypothèse de remplacement des enfants morts/" de l'enfant survivant " : à cause de la mortalité liée au paludisme, les parents sont incités à faire davantage d'enfants pour remplacer ceux qui meurent ou vont mourir ou à cause de l'exposition au risque de conception. Cette hausse de fécondité réduit l'investissement éducatif dans l'enfant, accroît le ratio de dépendance et empêche la transition démographique, qui laisse des marges de manœuvre importantes pour emprunter la trajectoire du développe-

trouver un emploi rémunéré pour les adultes. Parmi les facteurs, il y a également l'impact négatif de la malaria sur la capacité cognitive et le capital humain. Une étude a attribué 13 à 50 % des absences scolaires pour raisons médicales à la maladie. Une autre montre un effet positif sur les taux de redoublement et d'achèvement dans le primaire et quand on éradique le paludisme, le nombre d'année de scolarisation et d'alphabétisation augmente. D'autres études ont montré une corrélation causale de cette maladie avec la réussite scolaire et les performances cognitives.

Bref, la liste des canaux de transmission du paludisme au développement est longue. Cette longueur est amplement suffisante pour pousser à l'action. Les résultats récents de l'Algérie ou du Cap-Vert montrent que l'impossible n'existent pas. Au travail...

**Oasis Kodila Tedika est un économiste et auteur récemment du livre Financement du développement en RDC : diagnostic, opportunités et perspectives.*

La Référence Plus

L'Info qui libère

Cédéao : " Le retrait des trois juntes menace notre sécurité collective ", pour le chef de la diplomatie sierra-léonaise

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) se dit prête à une " solution négociée " après le retrait du Mali, du Burkina Faso et du Niger. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest a exprimé, dimanche, sa volonté de sortir de l'impasse politique créée par l'annonce du retrait de ces trois pays, une solution oui, mais sur quelles bases?? Joint par RFI, Timothy Kabba, ministre des Affaires étrangères de la Sierra Leone, l'un des quinze pays membres du bloc régional, fait partie également de la mission de médiation de la Cédéao au Niger. Pour lui, ce retrait risque de déstabiliser la région.

RFI : Timothy Kabba, quelle est votre réaction à cette annonce?

Timothy Kabba : C'est une nouvelle assez inquiétante, bien qu'elle soit attendue parce que ces trois pays avaient laissé entendre, l'année dernière, qu'ils allaient former l'Alliance des États du Sahel, ce qui signifie qu'ils allaient se retirer du bloc. Mais la Cédéao saisira l'occasion pour s'assurer que ces membres importants de notre communauté ne se retirent pas et ne sortent pas de la communauté. Cette décision est une menace pour la paix, la sécurité et la stabilité de toute la communauté parce que ces trois pays sont confrontés non seulement à leur instabilité politique, mais aussi aux groupes terroristes comme le mouvement al-Qaïda et Daech et, donc, c'est un peu inquiétant si ces pays font cavalier seul.

Mais le processus lui-même exige que tout pays désireux de se retirer doit exprimer formellement sa demande auprès de la Cédéao et qui sera ensuite examiné dans un délai



L'actuel ministre des Affaires étrangères de la Sierra Leone, Timothy Kabba, ici, en juin 2021. Photothek via Getty Images - Ute Grabowsky

cet État doit continuer à se conformer à ses obligations. J'espère donc que la demande de retrait sera retirée, étant donné que notre sécurité collective est cruciale.

Quelles mesures peut prendre la Cédéao pour faire changer d'avis ces trois pays?

Je pense que les chefs d'État vont se

réunir et qu'il y aura un sommet imminent au cours duquel les dirigeants évalueront la situation et trouveront la meilleure solution. Je crois que la meilleure solution est une solution diplomatique. Et je pense que nous continuerons à être patients avec nos frères du Niger, du Mali et du Burkina Faso pour trouver une so-

lution à l'impasse politique dans laquelle se trouvent ces pays.

En annonçant leur retrait, ces pays ont accusé l'organisation de ne pas les avoir assez soutenus. Est-ce que c'est un argument valable?

Non, pas à mon avis. Je pense que la Cédéao a ouvert la porte à la né-

gociation lors du 64ème sommet des chefs d'État et de gouvernement. Il était clair, lors de cette rencontre, que l'organisation régionale avait déjà assoupli ses restrictions de voyage imposées aux chefs de ces différents gouvernements et elle avait également ouvert la voie à la médiation.

J'étais l'un des ministres des Affaires étrangères chargés par la Cédéao d'entamer des négociations avec les autorités nigériennes et malheureusement, le jeudi 25 janvier, nous n'avons pas pu nous rendre au Niger où nous étions attendus par les autorités nigériennes pour entamer des discussions sur la transition, car l'avion loué par la Cédéao a eu un problème technique à Abuja et nous n'avons donc pas pu participer à cette mission de médiation. Mais la Cédéao va s'assurer que ces membres importants de notre communauté ne se retirent pas du bloc.

Que représentent ces trois pays pour la Cédéao ?

Il faut rappeler que le Niger, le Mali et le Burkina Faso représentent géographiquement plus de la moitié de la superficie de la Cédéao et 15 % de sa population. Ils sont donc très importants. Il y a des répercussions plus graves encore parce que ces pays sont liés culturellement et géographiquement et nous avons une longue histoire de coopération et d'interdépendance. Je pense donc qu'il serait une bonne chose que nous trouvions un moyen de sortir de cette impasse.

Craignez-vous que d'autres pays puissent emboîter le pas du Mali, Niger et du Burkina Faso ?

Je ne suis pas convaincu que d'autres pays vont se ranger du côté de ces trois pays et choisir de quitter la Cédéao. Le monde est confronté à une myriade de défis allant du changement climatique aux insurrections terroristes et violentes et n'importe quelle nation voudrait faire partie d'une organisation qui fera face à ces défis interminables. Faire partie de la Cédéao, cela a-t-il encore un sens aujourd'hui ?

Je pense que la Cédéao est toujours pertinente. Je parle en tant que ministre des Affaires étrangères de la Sierra Leone. Je suis conscient de la contribution de la Cédéao à la restauration de la démocratie et de la paix en Sierra Leone, au Liberia, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et en Gambie, et je pense donc que la Cédéao a les outils pour rassembler ces pays et lutter pour le bien commun de notre région.

Je pense que ces trois pays méritent d'être entendus et je pense que leurs populations méritent de vivre en paix et sous un régime constitutionnel. C'est donc le rôle que nous allons jouer en tant que collectivité au sein de la communauté pour veiller à ce que ces pays respectent l'ordre constitutionnel et nous allons joindre nos efforts à ceux de nos frères du Sahel dans la lutte contre le terrorisme.

RFI / LRP

RFI / LRP

Niger : une délégation togolaise à Niamey après l'annonce de la sortie de la Cédéao

Serait-ce une première tentative de médiation suite à l'annonce de la sortie de la Cédéao du Niger ? Lundi

qui a été accueilli par le général Salifou Mody, ministre nigérien de la Défense. Ce déplacement éclair qui n'avait pas

tion de la Cédéao était attendue à Niamey, seule la diplomatie togolaise avait fait le voyage, les autres justifiant leur absence par " des problèmes techniques " de leur avion. " Une mauvaise foi " avait déclaré le Premier ministre nigérien Lamine Zeine.

La Cédéao, dont l'ancien président Gnassingbé Eyadema lui-même putschiste, est l'un des pères fondateurs, reste une organisation historiquement importante pour le Togo. Selon la chercheuse Niagalé Bagayoko, le pays assume le rôle de médiateur entre la Cédéao et les régimes militaires depuis le coup d'état au Mali en 2020.

Mais avec la sortie de l'AES du groupe ouest-africain, plusieurs observateurs constatent l'échec de ces discussions.

Le ministre togolais de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Hodabalo Awaté, a été contacté par RFI, il n'a pas souhaité s'exprimer sur la rencontre de Niamey.

été publiquement communiqué d'abord été annoncé sur la page Facebook du ministère nigérien, affichant la photo de la rencontre entre les deux hauts gradés.

Cette " visite de travail ", qui intervient au lendemain de l'annonce de la sortie de la Cédéao par le Niger et ses voisins burkinabè et malien, illustre les relations cordiales que le pays entretient avec le Togo.

Jeudi dernier, alors qu'une délégation



[Image d'illustration] Vue générale d'une rue de Niamey le 8 septembre 2023. AFP

29 janvier à Niamey, une délégation conduite par le ministre togolais de l'Administration territoriale a été reçue par les autorités de transition. Il n'a pas été indiqué si cette discrète rencontre, dont le contenu des discussions n'a pas été dévoilé, est à l'initiative de la Cédéao ou du seul état du Togo.

C'est le colonel Hodabalo Awaté, ministre togolais de l'Administration territoriale et de la Décentralisation,

Coup de tonnerre à la CAN 2023 : l'Afrique du Sud assomme le Maroc et valide sa place en quarts

L'Afrique du Sud a éliminé le Maroc (2-0) en huitième de finale au terme d'une performance très aboutie,

ver la solution et prendre l'avantage. Le dernier duel en CAN qui remonte à 2019 avait été favorable aux coéqui-

Bounou (95e+5). Lors de la dernière CAN au Cameroun, le Maroc s'était fait éliminer par l'Égypte au stade des quarts de finale. Une nouvelle fois, les Lions de l'Atlas se l o u p e n t . Décidemment, cette CAN en Côte d'Ivoire est surprenante.

portier malien. Les hommes d'Éric Chelle n'ont eux pas tardé à se procurer une nouvelle situation dange-reuse, grâce à une bonne percée de Kamory Doumbia. La pépite du milieu de terrain malien a monopolisé trois joueurs à lui seul avant de servir Adama Noss Traoré, qui a déclenché une frappe puissante sans cadrer à l'entrée de la surface (15e). Traoré lui a rendu la faveur quelques minutes plus tard en le servant à son tour devant le but, mais Doumbia a buté sur Koffi (23e) avant que le hors-jeu soit signalé.

L'apathie des Étalons s'est accentuée de plus en plus, sauf pour leur gardien Hervé Koffi qui a maintenu son équipe dans la partie face aux nombreuses tentatives maliennes. Sinayoko a menacé la cage à deux reprises (30e, 35e) sans trouver les filets, tout comme Kamory Doumbia qui a frôlé le poteau gauche sur une frappe croisée (33e). Le K.O. n'était pas loin pour les Burkinabè. Seul Tapsoba, voulant se racheter, a tenté de sonner la révolte en arrivant lancé dans la surface malienne sur un ballon haut (39e). Un effort insuffisant, à l'image de la première période du Burkina Faso, puisque sa tête est passée largement au-dessus du but de Diarra.

Le Mali en maîtrise au cœur du jeu

Avec plus d'une vingtaine de ballons perdus lors du premier acte, les Étalons n'ont clairement pas fait le poids au milieu de terrain. Le récit des Maliens s'est poursuivi dès leur retour sur la pelouse, avec Sinayoko qui est venu doubler la mise en trompant enfin Koffi d'un ballon entre les jambes (2-0, 47e). Les joueurs burkinabè, sans solution, semblaient déjà vaincus.

La main de Kouyaté dans la surface est venue à point nommé pour leur redonner espoir. Bertrand Traoré a pu réduire l'écart sur pénalty (56e) et relancer son équipe dans ce huitième de finale, jusqu'à lors à sens unique. Si les Aigles sont restés les plus remuants sur le front de l'attaque, les Étalons ont fini par sortir la tête de l'eau en passant tout près d'inscrire le but de l'égalisation sur une occasion à bout portant de Badolo, barré in extremis par Diarra (73e).

Avec seulement un petit but d'avance, les Aigles n'étaient pas encore à l'abri

(Suite à la page 14)



Les joueurs sud-africains célèbrent leur deuxième but lors du huitième de finale entre le Maroc et l'Afrique du Sud à San Pedro, le 30 janvier 2024. © AP / Sunday Alamba

le 30 janvier au stade Laurent Pokou de San Pedro. Après cette victoire contre l'un des grands favoris de la compétition, les Sud-Africains affronteront le Cap-Vert lors du prochain tour.

San Pedro a dit adieu à la 34e édition de la CAN avec une énorme surprise, après ce dernier billet distribué pour les quarts. La veille, les Ivoiriens avaient sorti le Sénégal, grand prétendant au titre. Ce soir, c'était au tour des Marocains de prendre la porte. Une nouvelle déconvenue en CAN pour ceux qui avaient fait rêver tout un continent lors du dernier Mondial au Qatar.

Dans la capitale du district du Bas-Sassandra, les Marocains ont dû se passer de Hakim Ziyech et de Sofiane Boufal, tous deux blessés. Le coach Walid Regragui avait choisi Youssef En-Nesyri, accompagné par Amine Adli et Abdessamad Ezzalzouli devant. En défense, c'était le retour de Saïss dans l'axe avec Aguerd, et de Mazraoui à gauche. Au milieu, il y avait du classique avec Sofyan Amrabat, Selim Amallah et Azz-Edidine Ounahi. Pour l'Afrique du Sud, Hugo Broos avait reconduit le même onze que face à la Tunisie. Les Aigles de Carthage n'avaient pas réussi à prendre les devants face aux Bafana Bafana, et étaient sortis dès la phase de groupe.

Les Lions manquent le coche

Ce fut un peu la même histoire pour les Lions de l'Atlas, qui sont rentrés aux vestiaires sans le moindre but en première période. Entre Ounahi, bien placé et qui hésitait à frapper (26e), l'énorme occasion de Adli qui s'em-mêlait un peu les pinceaux avant de tirer (45e) et Amallah qui manquait le cadre (45e+1), les hommes de Walid Regragui n'étaient pas récompensés. Le Maroc avait 45 minutes pour trou-

piers de Romain Saïss lors de la troisième journée de phase de poules sur un score étriqué (1-0). Mbark Boussoufa avait fait sauter le verrou à la... 90e minute.

Mais le scénario de 2019 n'était plus qu'un lointain souvenir. À San Pedro, l'Afrique du Sud, considérée comme outsider, a fait taire les 19 000 spectateurs en ouvrant le score grâce à Evidence Makgopa (57e). Le joueur des Orlando Pirates trompait Bounou d'une frappe à ras de terre en ouvrant

pour la première fois depuis 2013 et affronteront la Côte d'Ivoire pour une place dans le dernier carré.

Les Aigles s'envolent pour les quarts ! Au terme d'un huitième de finale qui aura longtemps été à sens unique avant une fin de rencontre plus indécise, le Mali a fini par l'emporter contre le Burkina Faso (2-1). Les Maliens ont largement dominé au milieu de terrain face à des Burkinabè souvent trop attentistes.

Le Mali a pris les devants d'entrée



Le Malien Lassine Sinayoko célèbre son but lors du huitième de finale entre le Mali et le Burkina Faso à Korhogo, le 30 janvier 2024. © AP / Themba Hadebe

son pied droit. En fin de rencontre, le Maroc avait la balle de l'égalisation au bout des pieds après une main de de Mothobi Mvula. Hakimi se charge du pénalty, mais le ballon du Parisien heurtait la barre transversale. À la 85e minute, le Maroc était déjà au bord de l'élimination. Dans les arrêts de jeu, les Lions ont dû se passer de Sofyan Amrabat, exclu, et tenter le miracle à dix. Mais juste après, ce fut à nouveau le coup de massue. L'Afrique du Sud doublait la mise d'un tir direct imparable. Teboho Mokoena trouvait la lucarne de

dans ce derby : sur un centre de Hamari Traoré, la tête d'Amadou Haidara a trouvé le poteau droit de Koffi avant de revenir dans les pieds de Tapsoba. Surpris, le défenseur a remis instinctivement le ballon à son portier sans maîtriser son geste et ouvert le score contre son camp (1-0, 3e). Une entame délicate pour le Burkina, qui allaient devoir redoubler d'efforts pour ne pas voir la rencontre leur échapper rapidement. D'autant plus que les quelques tentatives des Étalons ont manqué de tranchant pour inquiéter sérieusement le

Coup de tonnerre à la CAN 2023 : l'Afrique du Sud assomme le Maroc et valide sa place en quarts

(Suite de la page 13)

de voir le match se renverser. Les Burkinabè ont poussé jusque dans les dernières minutes et Issoufou Dayo a

débarasser du Cameroun (2-0).

Dans la même journée, la rencontre entre la Guinée et la RD Congo, deux équipes peu prolifiques, mais très

nuit.

Le lendemain, la Côte d'Ivoire tentera de poursuivre son parcours miraculeux. Après avoir éliminé le Sénégal,

de finale contre le Mali sera tout sauf facile pour les locaux, les Aigles se sont montrés solides et inspirés offensivement contre le Burkina Faso (2-1).

Enfin, le Cap-Vert, une des belles sensations de la phase de groupe, bénéficiera d'un quart de finale "abordable" afin de poursuivre sa belle aventure et atteindre le dernier carré pour la première fois de son histoire. Reste qu'en face, les Bafana Bafana, tombeurs du grand Maroc, qui avait atterri en Côte d'Ivoire en tant que meilleure sélection africaine, auront leur mot à dire.

Le calendrier des quarts de finale (horaires en TU)

Vendredi 2 février

17h : Angola-Nigeria, Stade Félix Houphouët-Boigny (Abidjan)

20h : Guinée-RD Congo, Stade Alassane Ouattara (Abidjan)

Samedi 3 février

17h : Mali-Côte d'Ivoire, Stade de la Paix (Bouaké)

20h : Cap-Vert-Afrique du Sud, Stade Charles Konan Banny (Yamoussoukro)

RFI / LRP



La Côte d'Ivoire (à gauche) et la RDC (à droite) se sont qualifiées pour les quarts de finale de la CAN 2024. © Kenzo Tribouillard / AFP / Sunday Alamba / AP / Montage RFI

cru égaliser en propulsant le ballon dans les filets juste avant le temps additionnel (90e). Mais sa joie a été de courte durée puisque l'arbitre a immédiatement annulé son but pour un hors-jeu évident, scellant le score du match et la victoire des Maliens. Avec cette qualification en quarts de finale, les Aigles réalisent leur meilleur parcours en Coupe d'Afrique des nations depuis leur troisième place obtenue en 2013. Ils affronteront la Côte d'Ivoire, complètement relancée dans la compétition après son exploit face au Sénégal, pour une place dans le dernier carré.

Les chocs Mali-Côte d'Ivoire, la RDC face à la Guinée... tout sur les quarts de finale

Les affiches des quarts de finale de cette CAN 2024 sont désormais connues. Guinée-RD Congo, Côte d'Ivoire-Mali, le beau parcours du Cap-Vert, l'Angola qui va se frotter au Nigeria... après les éliminations du Sénégal, de l'Égypte et du Maroc en huitièmes, ce nouveau tour va-t-il réserver encore son lot de surprises ?

La Côte d'Ivoire, le Mali et l'Afrique du Sud ont raflé les derniers tickets pour les quarts de finale de cette CAN 2024. Les huit sélections lauréates sont désormais connues. À commencer par l'Angola et le Nigeria, avec des Palancas Negras surprenantes par leur niveau de jeu, qui se sont défaits sans problème de la Namibie (3-0). Un duel de haut vol attend donc les Super Eagles, montés en puissance pendant les huitièmes, après une phase de groupe mitigée, pour se

accrocheuses, promet une grosse bataille qui pourrait bien emmener le Sily et les Panthères au bout de la

qui figurait parmi les grands favoris, les Éléphants ont lancé leur Coupe d'Afrique des Nations. Mais le quart

Alors qu'il est à la tête du staff technique des Léopards à la CAN Côte-d'Ivoire 2023 : Sébastien Desabre serait convoité par la Tunisie !

Alors que son contrat avec la République Démocratique du Congo court jusqu'à la fin du premier semes-

A en croire, Africa Foot, la Tunisie qui est à la recherche la recherche d'un nouveau sélectionneur, aurait fait

pards - Taifa de la Tanzanie, Sébastien Desabre, l'entraîneur n'a pas voulu aborder le sujet.

" Cette question n'est pas en rapport avec le match (contre la Tanzanie, ndr). C'est mieux de parler du match et ces questions-là on peut les aborder en un autre moment " a-t-il lancé à l'issue du match face à la Tanzanie.

Au 30 juin 2024, l'homme qui est devenu le chouchou des Congolais à cause des performances actuelles, serait libre de quitter la sélection de la RDC moyennant le paiement du montant de sa clause libératoire.

La République Démocratique du Congo laisserait-elle partir le successeur de Hector Cuper qui avait comme ambition d'attendre le quart de finale avec les Léopards à la présente Can ?

Affaire à suivre

Philippe Dephill Lipo



tre de cette année 2024, le coach des Léopards, Sébastien Desabre, est déjà courtisé par la Tunisie pour coacher les Aigles du Carthage dont l'entraîneur venait d'être évincé suite à l'élimination précoce de cette équipe Nationale de football lors de la Can côte d'Ivoire 2023.

du technicien français des Léopards, sa priorité selon des sources bien placées.

Une situation dont l'intéressé qui est à la tête du Staff technique de la Rdc à la Can côte d'Ivoire 2023 serait déjà au courant. Car Interrogé sur cette question à l'issue du match Léo-

Turmoil in South Africa's ANC party after suspension of former president Zuma

South Africa's former President Jacob Zuma was suspended from the ruling African National Congress (ANC) on Monday, weeks after he backed another party ahead of this year's general elections.

The decision, which was widely expected, will be seen as a further sign of disunity in the movement ahead of this year's vote, in which the long-dominant ANC is expected to lose ground.

ANC secretary general Fikile Mbalula said Zuma would undergo a disciplinary process and the party would take legal action against the rival political group campaigning in his name.

"Zuma, and others whose conduct is in conflict with our values and principles, will find themselves outside the African National Congress," Mbalula told a press conference.

Zuma was the fourth president of democratic South Africa from 2009 to

2018 but was forced from office under the cloud of corruption allegations and

Spear of the Nation
In December, he declared that he



African National Congress (ANC) supporters carry a mock coffin which reads 'RIP ZUMA' during the 112th anniversary celebrations of the founding of the party, at Mbombela Stadium in Mpumalanga province, South Africa, January 13, 2024. REUTERS/- SIPHIWE SIBEKO

he has become estranged from the party he once led.

would be campaigning for a new party, uMkhonto We Sizwe (MK) or Spear of the Nation, named after the ANC's for-

mer armed wing during the anti-apartheid struggle.

However, he did not quit the ANC, leading some analysts to speculate he was hoping to be expelled in a play to garner more support.

He has since been a thorn in the side for the ANC, which, in power for three decades, is bleeding support amid a weak economy and allegations of corruption and mismanagement.

Polls suggest Zuma's departure threatens to cost the party more votes.

Earlier this month, a survey found almost one in three South Africans approve of the embattled former president, with support for the 81-year-old particularly strong in his home province of KwaZulu-Natal - a key electoral battleground.

President Cyril Ramaphosa, in an interview with state broadcaster SABC following the announcement said "once you define yourself as being allied to another party you bring into question your own membership and that is why the ANC's National Executive Committee (NEC) took the decision that it has taken".

The head of state confirmed that the party had tried to reach out to Zuma before the decision, adding that Zuma's move was "a total surprise". Mbalula said that in addition to suspending Zuma, the ANC would complain to the electoral court to get MK deregistered and mount a trademark challenge to recapture the name.

Counter-revolutionary agenda

"The formation of MK party is not an accident," Mbalula declared after a meeting with the NEC, attended by Ramaphosa.

"It is a deliberate attempt to use the proud history of the armed struggle against the apartheid regime to lend credibility to what is a blatantly counter-revolutionary agenda."

A charismatic figure, Zuma, has long been bitter about the way he was forced out of office in 2018 and replaced by Ramaphosa, then his deputy.

Relations between the two have since been tense, with Zuma last month denouncing Ramaphosa's government as "sellouts and apartheid collaborators".

Zuma, who is facing graft allegations, has already served two terms as president and has a 15-month conviction for contempt of court, so under the constitution he is barred from standing for elected office.

"The renewal of the ANC continues unabated, we continue to renew ourselves, we continue to improve ourselves and on that... forward movement we will find that there are those who fall off," Ramaphosa said.

(with AFP)

French towns left uninsured as climate change increases risks

Some 2,000 towns and cities across France found themselves uninsured at the start of the year after insurance companies raised rates or ended contracts in line with the cost of covering damages brought by storms and flooding. Climate change is forcing a rethinking of the entire insurance industry.

On 31 December 2023, the mayor of Dinan was informed by the company that insured his town that it would not renew its contract.

A town of 15,000 in Brittany, it was hit by storm Ciaran in November that caused €1.3 billion in damages across western France.

Without insurance for its public buildings, vehicles and schools, Dinan had to scramble. A Japanese company was willing to insure some of the town's property, but only for January. The rest is the town's responsibility.

Mayor Didier Lechien gives the example of fire in 2019 that caused five million euros of damage.

"For a town of 15,000 residents that is not very rich, if we need to face such an expense, the budget is gutted," he told RFI.

Dinan is one of several French towns that were dropped by their insurance companies at the start of this year - between 1,000 to 2,000, according to the Association of French mayors.

Self-insurance

Many others have seen the price of their insurance policies go up by up to 70 percent.

Sables-d'Olonne, a beach town on the Atlantic coast of Western France, which suffered €300,000 of flood damage from a storm in August 2023, found itself uninsured.

"Repeated climate hazards and urban riots have made insurance companies spend large amounts," the town's vice president, Jean-Pierre Chapalain, who is a former insurance agent told the Ouest-France newspaper.

The town must now "self insure", which he says involves "taking on the costs that could result from a natural disaster and taking responsibility for damages that, until now, were covered by the insurance company".

This must be a temporary solution, he insists, as it will quickly empty city coffers.

Climate change impacts on the rise

A study by the Covéa insurance group estimated an increase of 60 percent in the cost of covering natural disasters by 2050, linked to the severity of flooding, drought and hail.

Taking the most pessimistic projections, in which carbon emissions are not regulated and global

temperatures rise five degrees Celsius by the end of the century, the report anticipates a 130 percent increase in costs linked to flooding in France by 2050.

The Smacl, one of the two main companies insuring cities, has said it will have to increase rates and change contracts because of increased risks.

Its finances were fragilised by the riots in and around Paris in June and July 2023 when it paid out €65 million in damages.

Insurance companies "anticipate an continuous increase of climate risks and societal problems," mayor of Vesoul, Alain Cretien, told RFI.

Spreading the risk

He has been tasked by the government, along with Jean-Yves Dagès, former president of the Groupama insurance federation - the other large group insuring towns - to produce a report on the future of insuring French towns.

Some players have proposed a three-tiered system, with towns taking charge of smaller disasters, insurance companies intervening for standard damages, and the state stepping in to cover climate events.

Other ideas include basing insurance premiums on resources, with richer paying more than poorer ones, in order to spread the risk.

RFI / LRP

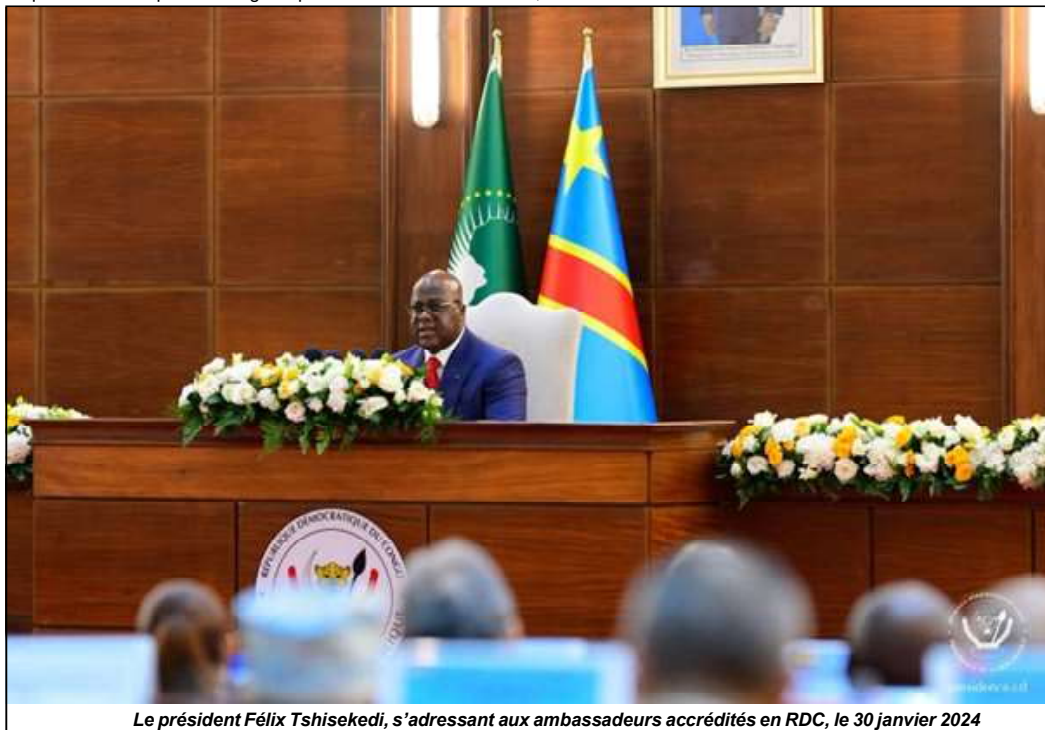
Félix Tshisekedi devant les diplomates accrédités à Kinshasa

Pas de dialogue avec le Rwanda

Aucun compromis ne se fera avec le Rwanda, agresseur de la République démocratique du Congo depuis

droits inaliénables du peuple congolais à la vie et à la pleine jouissance de ses richesses ", a déclaré Félix

Souveraineté non négociable de la RDC



Le président Félix Tshisekedi, s'adressant aux ambassadeurs accrédités en RDC, le 30 janvier 2024

des décennies ", a dit le Chef de l'Etat lors de la traditionnelle cérémonie d'échange de vœux avec le corps diplomatique accrédité au pays, organisée mardi 30 janvier au Palais de la nation à Kinshasa.

" Nous n'accepterons aucun compromis (...) qui aurait d'autres objectifs

Tshisekedi, en réponse au message de vœux lui adressé, au nom de tous les diplomates par leur doyen, l'ambassadeur du Ghana en RDC.

" A ce jour, les forces de défense rwandaises continuent à opérer impunément et en violation du droit international sur notre sol (...), aucun dialo-

Parlant de " l'occupation d'une partie de la province du Nord-Kivu par la coalition composée des forces de défense rwandaise (RDF) et du groupe terroriste du M23 ", le président congolais a donné la position de son gouvernement qui se résume en quelques points.

Il s'agit, a-t-il indiqué, du " caractère

l'intégrité territoriale et la souveraineté du pays ainsi que de la mise en application du plan de paix issu des processus de Nairobi et de Luanda.

" Ce plan demeure la seule voie valable pour un règlement pacifique du conflit qui oppose notre pays à son agresseur la République du Rwanda ", a-t-il dit aux ambassadeurs et membres du corps diplomatique réunis au Palais de la nation.

Alors que la RDC a respecté tous ces engagements prévus dans ce plan de paix de Luanda et de Nairobi, " le Rwanda a, comme dans ses habitudes, manqué aux siens ", a regretté le chef de l'Etat.

Sanctions ciblées contre le Rwanda

Tant que cette situation perdurera, les forces de Défense congolaises exerceront leur droit de poursuite de ses ennemis " jusque dans leur dernier retranchement ", a averti Félix Tshisekedi.

" Je lance ainsi un appel pressant aux instances onusiennes, à l'Union africaine et aux organisations régionales pour que soient initiées des sanctions ciblées à l'encontre des responsables rwandais et ceux du mouvement terroriste du M23 qui s'adonnent à la violation de notre souveraineté ", a-t-il fait remarquer.

Auparavant, le doyen de membres du corps diplomatique accrédités en RDC avait dans son message de vœux, au nom de ses collègues, félicité le président Tshisekedi pour sa réélection et énuméré de grandes actions ayant marqué son premier mandat.

L'ambassadeur du Ghana en RDC a enfin salué notamment " le professionnalisme de la Commission nationale électorale indépendante (Céni), la maturité du peuple congolais prouvée lors des élections de 2023 et la main tendue à l'opposition par le président Félix Tshisekedi ".

Les ambassadeurs extraordinaires et plénipotentiaires des pays amis accrédités en RDC, les chefs de mission diplomatique, les attachés militaires, les secrétaires généraux des Affaires étrangères et de la Coopération ainsi que leurs directeurs de services centraux ont participé à cette cérémonie organisée au Palais de la nation.

LRP



que la sauvegarde de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de la stabilité de la RDC. Aucun compromis n'aura pour effet de porter atteinte aux

que ne peut et ne pourra intervenir avec notre agresseur tant qu'il occupera (...) une portion de notre territoire ", a-t-il martelé.

non négociable " de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la RDC ; de son droit et son devoir, en tant que " Commandant suprême ", de défendre